



## ÉCONOMIE NIVEAU MOYEN ÉPREUVE 2

Mardi 17 mai 2011 (matin)

2 heures

#### INSTRUCTIONS DESTINÉES AUX CANDIDATS

- N'ouvrez pas cette épreuve avant d'y être autorisé(e).
- Répondez à trois questions.
- Utilisez des diagrammes correctement légendés et des références au texte / aux données, le cas échéant.

### Contrôles des prix de l'alimentation

- En 1985, le président péruvien a ordonné un contrôle des prix du riz, du sucre et d'autres biens pour que les produits alimentaires de base demeurent abordables pour les pauvres. Cependant, avec l'arrivée de pénuries et d'un marché noir, les Péruviens ont été forcés de faire la queue (file d'attente) pendant des heures pour des aliments de base, et plus tard la présidence s'est perdue dans une spirale d'hyperinflation. Alors que le Pérou fait de nouveau face à des prix alimentaires en hausse, le président réélu a rejeté les contrôles des prix et se focalise cette fois sur une politique monétaire plus dure pour contrôler l'inflation.
- De l'Argentine et du Venezuela à la Russie, la Chine et la Thaïlande, les gouvernements font face au défi des hausses des prix alimentaires en imposant des contrôles sur les prix en fixant des prix inférieurs au niveau du marché espérant ainsi alléger la charge sur leurs populations et éviter l'agitation sociale.
- Cependant, il existe des preuves qui montrent que de telles mesures ne renversent pas la tendance des prix et qu'elles peuvent finir par avoir des effets inverses. Certains économistes préfèrent à la place des transferts de revenus ou une assistance alimentaire aux pauvres et avertissent que les contrôles des prix mènent à des distorsions de marché, comme des offres réduites, car ils découragent la production intérieure. En réduisant les causes sous-jacentes de l'inflation, les contrôles des prix empêchent les solutions faisant appel au marché.
- Selon les experts, les contrôles des prix ont des chances seulement de fonctionner dans les cas où les produits alimentaires de base représentent une faible partie des dépenses totales d'un foyer, ou quand les contrôles sont mis en place pour une très courte période, telle que pendant le ramadan au Maroc. Si les contrôles de prix restent en place pendant trop longtemps, des augmentations des prix importantes risquent fort de se produire quand les contrôles des prix seront supprimés.
- Alors que les contrôles des prix peuvent être envisagés comme une solution rapide, il est peu prouvé qu'ils aient fonctionné pour réduire l'inflation. Les responsables gouvernementaux en Chine, et dans d'autres pays en voie de développement, considèrent leurs mesures actuelles de contrôle des prix comme étant temporaires et insistent sur le fait qu'elles ne causeront pas de problèmes à long terme. L'intervention du gouvernement n'est « pas un gel des prix », mais plutôt une méthode servant à limiter des augmentations de prix « déraisonnables » et à réduire les « attentes inflationnistes du public ».
- La clé pour gérer les prix élevés, selon le Fonds Monétaire International (FMI), réside dans le fait que les gouvernements s'attaquent au problème via des **paiements de transfert** ciblés, plutôt qu'avec des subventions affectant l'économie entière. « En général nous n'apprécions pas les contrôles des prix », dit le FMI. « Cependant, nous reconnaissons que les gouvernements peuvent souhaiter ralentir l'impact sur les consommateurs. »

[Source : adapté de http://www.reuters.com/article/latestCrisis/idUSN25386402, 6 avril 2008]

## (Suite de la question 1)

(a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :

(i) inflation (paragraphe **1**) [2 points]

(ii) paiements de transfert (paragraphe **6**). [2 points]

(b) À l'aide d'un diagramme d'offre et de demande, expliquez l'impact d'une subvention sur le marché des produits alimentaires. [4 points]

(c) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez l'impact plausible de l'imposition d'un contrôle des prix sur les denrées alimentaires. [4 points]

(d) D'après les informations du texte / les données et vos connaissances en économie, évaluez l'utilisation de contrôles des prix pour limiter l'impact de l'augmentation des prix alimentaires sur les consommateurs. [8 p

[8 points]

2211-5120 Tournez la page

#### L'économie allemande se contracte

- L'économie la plus importante en Europe et le premier exportateur s'est contractée de 0,5% au troisième trimestre 2008 après s'être contractée de 0,4% pendant trois mois jusqu'à la fin juin, ce qui a mené à des préoccupations grandissantes liées à la **déflation**.
- La croissance s'est ralentie principalement en raison d'un euro fort et de la hausse des prix du pétrole. « Le commerce international, avec une forte augmentation des importations et des exportations affaiblies, a eu un effet négatif sur le Produit intérieur brut (PIB) », selon le Bureau des statistiques. De nombreuses entreprises ont diminué leur production à cause d'une demande en baisse. Le PIB devrait maintenant subir une contraction record de 6,2 % pour 2009, la pire chute depuis la Seconde Guerre mondiale.
- Le chômage allemand pourrait augmenter d'environ un million en 2009 et atteindre 4,4 millions, soit 10,5 % mi-2010. On assistera à une amélioration graduelle à partir de la deuxième moitié de 2009, mais la croissance économique ne reviendra pas avant la deuxième moitié de 2010, selon l'OCDE\*.
- Un ensemble de dépenses du gouvernement s'élevant à 12 milliards d'euros a été annoncé par la chancelière allemande. Le gouvernement a déclaré que les nouvelles dépenses, qui comprennent des prêts destinés à l'industrie de taille moyenne et une baisse des taxes pour les acheteurs de nouvelles voitures, impliqueront une augmentation des dépenses de 50 milliards d'euros en Allemagne.
- L'ensemble de mesures pour stimuler l'économie peut constituer une étape dans la bonne direction en termes de relance de l'économie et de baisse du chômage. Au mieux, cependant, elles fourniront une solution de faible portée face à la baisse de l'économie mondiale. Ce fait a été reconnu par le gouvernement allemand, qui a fait passer récemment un second train de mesures de dépenses d'urgence, pour un total de 50 milliards d'euros, (2% du PIB).
- Les mesures principales prévues pour 2009-2010 comprennent des investissements supplémentaires dans les infrastructures de 17,5 milliards d'euros, des diminutions des impôts sur le revenu des personnes physiques et des impôts sur les sociétés, des dépenses en aides sociales de 15,8 milliards d'euros, une baisse des contributions à l'assurance santé et des subventions pour les entreprises individuelles.

<sup>\*</sup> OCDE: l'OCDE est l'Organisation de coopération et de développement économiques (créée en 1961). Les membres en sont (en 2006) : l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la République Tchèque, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Corée (du Sud), le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République Slovaque, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie, le Royaume-Uni et les États-Unis.

[2 points]

#### (Suite de la question 2)

(i)

Cependant, certains économistes avancent que le gouvernement a été trop hésitant dans ses efforts pour stimuler l'économie. L'impact de certaines mesures peut être limité par le ratio d'épargne en hausse. Bien des mesures dans le plan de stimulation fiscale du gouvernement ne prendront pas effet avant fin 2009 et les effets ne se feront pas sentir avant 2010, période à laquelle on s'attend déjà à une reprise de la croissance de l'économie.

[Source : adapté de http://www.dw-world.de/dw/article/0,,3788397,00.html, 13 novembre 2008 ; http://www.dbresearch.com, 29 janvier 2009 et http://www.businessweek.com, 5 juin 2009]

(a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :

déflation (paragraphe **①**)

- (ii) épargne (paragraphe •). [2 points]
- (b) À l'aide d'un diagramme de cycle économique, expliquez la position économique de l'Allemagne en 2008 en relation avec le cycle économique. [4 points]
- (c) À l'aide d'un diagramme demande globale / offre globale, expliquez **un** type de chômage rencontré en Allemagne en 2009. [4 points]
- (d) D'après les informations du texte / les données et vos connaissances en économie, évaluez l'efficacité possible des politiques budgétaires du gouvernement allemand destinées à stimuler l'économie et diminuer le chômage. [8 points]

2211-5120 Tournez la page

3. Étudiez l'extrait et les données ci-après, puis répondez aux questions suivantes.

#### La crise économique frappe le Brésil

- En septembre 2008, des réserves en devises étrangères record, une inflation basse, une croissance solide et un excédent budgétaire sain ont poussé le président brésilien da Silva à dire que la crise financière ne toucherait pas son pays.
- Maintenant, en 2009, le Brésil doit faire face à un ralentissement grave de l'économie et à un chômage en hausse, résultant de la récession dans le monde développé. Les ventes de voitures, de nouveaux appartements, d'appareils ménagers et les exportations ont diminué. Les taux d'intérêt ont doublé pour de nombreuses sociétés souhaitant emprunter de l'argent pour de nouveaux projets. Le manque de crédit et les coûts d'emprunt plus élevés ont touché les plans d'exportation pour 2009.
- Alors que la crise financière mondiale devenait plus intense, la valeur de la devise du Brésil (le real) s'est dépréciée de près de 40 % à partir de la mi-2008 par rapport au dollar américain.
- La production industrielle a baissé dans des secteurs qui s'appuient sur le crédit, comme l'industrie automobile et l'équipement ménager. L'activité économique s'est aussi ralentie en raison d'une baisse des exportations nettes, alors que les **termes de l'échange** ont continué à se détériorer.
- Avec son économie glissant vers la récession, au moins la Banque centrale du Brésil a-t-elle été capable de diminuer les taux d'intérêt de 2,5 % à 11,25 % durant la période de janvier à mars 2009. Dans le passé, une devise faible et une inflation importante ont empêché de telles mesures à contracycliques. Il existe encore beaucoup de place pour que la Banque centrale augmente l'offre d'argent, car les prévisions en matière d'inflation descendent sous le niveau de la cible d'inflation et l'impact sur les prix à la consommation de la dépréciation significative du taux de change est resté modeste.
- La demande intérieure et les exportations sont supposées rester faibles pendant la majeure partie de 2009. Une plus grande disponibilité du crédit et des liquidités devrait stimuler la consommation privée et la croissance des investissements privés. Les conditions de crédit restent serrées mais montrent des signes d'amélioration.

[Source : adapté de *McClatchy Report*, 9 novembre 2008 et « OECD Interim Report on Brazil », *The Economist*, 11 mars 2009]

(Suite de la question 3)

Tableau retiré en raison de droits d'auteur

- (a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :
  - (i) termes de l'échange (paragraphe 4)

[2 points]

(ii) balance des paiements courants (Tableau).

[2 points]

(b) À l'aide du concept du flux circulaire du revenu, expliquez l'impact de la baisse d'exportations nettes sur l'économie au Brésil.

[4 points]

(c) À l'aide d'un diagramme de demande globale / offre globale, expliquez l'impact qu'une « dépréciation significative du taux de change » risque d'avoir sur les prix au Brésil (paragraphe •).

[4 points]

(d) D'après les informations du texte / les données et vos connaissances en économie, évaluez l'efficacité probable de la réponse de la Banque centrale du Brésil à la crise économique à laquelle le Brésil fait face.

[8 points]

2211-5120 Tournez la page

# Les subventions pour les voitures font partir en fumée le bon argent par le pot d'échappement

- Le gouvernement australien compte faire passer les droits de douane sur les importations de voitures étrangères de 10% à 5% en 2010. Il dit que l'avenir du secteur réside dans « l'innovation et l'intégration mondiale et non la protection du secteur avec des **quotas** et des droits de douane à l'ancienne ». Cependant, son plan conserve une protection du secteur automobile australien grâce à une augmentation des subventions, le doublement de l'aide au secteur, qui se monte à 6,2 milliards de dollars australiens.
- Le montant de 1,3 milliard de dollars australiens du Fonds pour l'innovation pour une voiture verte apporte une sorte de respectabilité environnementale à une politique gouvernementale industrielle désuète. Cependant, l'Australie peut importer autant de voitures économes en carburant qu'elle le désire sans avoir à les construire elle-même.
- Les fabricants de voitures répondent déjà à la **demande** pour des voitures économes en carburant et le secteur automobile n'a pas besoin de stimulants supplémentaires. Si l'intention du gouvernement est de diminuer les émissions de carbone des voitures utilisées en Australie, il devrait viser à fournir aux consommateurs un accès à des voitures à basse émission de CO2 au prix le plus bas possible. La baisse des droits de douane sur les voitures importées atteint ces objectifs à un coût bien inférieur à celui de la fabrication locale de voitures.
- Le gouvernement soutient que « seulement 15 pays, y compris l'Australie, peuvent concevoir, mettre au point et construire une voiture de A à Z » et affirme que son plan automobile « démontre l'engagement du gouvernement envers la construction moderne et envers l'offre d'emploi à hautes compétences et hauts salaires pour les Australiens ». L'idée que seul le secteur automobile peut fournir des emplois à hautes compétences et hauts salaires est une erreur.
- Quel sera le coût pour les contribuables de la détermination du gouvernement à maintenir la capacité à construire des voitures localement? Les milliards de dollars d'aide fournis par les gouvernements australiens successifs au secteur automobile local se sont faits aux dépens des consommateurs et contribuables, en détruisant des emplois et des revenus dans d'autres secteurs. Il s'agit là du coût réel, mais en grande partie invisible, de l'aide à l'industrie.
- 6 Le nouveau plan de production de voiture est le plus récent parmi les nombreux paquets d'aide pour ce secteur, pourtant le gouvernement affirme que les choses seront différentes cette fois, avec un « niveau élevé de soutien au début, pour tendre vers zéro par la suite ».
- L'industrie automobile a échoué à tirer avantage des efforts des gouvernements australiens précédents pour la soutenir, car un tel soutien limite les pressions de la concurrence qui constituent la meilleure garantie d'un secteur automobile compétitif.

Source: "Car subsidies blow good money out the exhaust", Dr Stephen Kirchner (Source: Sydney Morning Herald), 11 novembre 2008, News and Features, page 13. Utilisé avec l'autorisation de l'auteur.

## (Suite de la question 4)

(a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :

(i) quotas (paragraphe **1**) [2 points]

(ii) demande (paragraphe 3). [2 points]

(b) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez comment des droits de douane réduits risquent d'affecter le secteur automobile australien.

[4 points]

(c) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez comment des subventions en augmentation auront un impact la production de voitures en Australie.

[4 points]

(d) D'après les informations du texte / les données et vos connaissances en économie, évaluez si une protection accrue du secteur automobile australien bénéficiera à l'économie australienne.

[8 points]

Tournez la page

### Le peuple nigérian tire peu de bénéfices des revenus record issus du pétrole

- Le Nigeria, huitième pays exportateur de pétrole, a gagné 1,2 trillion US\$ en provenance de la production de pétrole durant les quatre dernières décennies. Les prix du pétrole ont atteint des hauteurs record, néanmoins la grande majorité des 140 millions d'habitants du Nigéria vit dans des conditions de très grande pauvreté. L'étendue du Nigeria et les deux millions de baril / jour offrent un contraste saisissant entre les deux extrêmes de pauvreté et de richesse.
- Au Nigeria, les quatre raffineries appartenant à l'État ne sont pas pleinement opérationnelles en raison largement de la mauvaise gestion et du vandalisme ; leur réseau de distribution est chaotique ; et le Nigeria dépend lourdement des importations d'essence, qui coûtent environ 4 milliards US\$ par an.
- L'industrie pétrolière emploie environ 35 000 Nigérians. Même si l'industrie devait créer de nouveaux emplois chaque année et remplacer le personnel qui part, le nombre d'emplois qu'il lui serait possible de créer en un an est inférieur à 5000. Or, le delta du Niger héberge à lui seul près de 30 millions de personnes, ce qui représente environ un cinquième de la population nationale. Cette population s'accroît de 2,4% par an, ce qui implique de trouver quelques trois millions d'emplois par an. Le pétrole ne peut jouer qu'un modeste rôle dans une telle équation.
- Le pétrole peut alimenter le moteur de l'économie, avec d'autres industries créatrices d'emplois. Cependant, au fil des ans, l'argent facile en provenance du pétrole a faussé les décisions en matière d'investissement, autorisant le Nigeria à négliger les autres industries. Étant donné que 95 % des gains des échanges extérieurs proviennent du pétrole, le Nigeria peut penser qu'il n'y a aucune raison de voir plus loin que le pétrole. Ses réserves comprennent approximativement 36 millions de barils et, au rythme actuel de production, il y a assez de pétrole pour 40 autres années.
- Le gouvernement a fixé un prix maximum pour l'essence, mais les détaillants ont profité de pénuries pour plus que doubler le prix du gazole dans certaines régions du Nigeria.
- Neuf Nigérians sur dix vivent avec moins de 2US\$ par jour et l'inflation est montée jusqu'à 9,7% en mai, en raison surtout de l'augmentation des prix alimentaires. Le système de santé publique, l'éducation et les routes du Nigeria sont dans un état chaotique, en grande partie en raison de la **corruption** et de la mauvaise gestion qui ont sévi durant les décennies de gouvernement militaire. Le peuple survit en dépit de ce que fait le gouvernement, non grâce à lui et il piégé dans un **cycle de pauvreté**.

<sup>&</sup>quot;Nigerian people seeing little benefit from record oil revenues", Tume Ahemba, New York Times, 21 juillet 2008.

## (Suite de la question 5)

- (a) Définissez les termes suivants indiqués en caractères gras dans le texte :
  - (i) corruption (paragraphe **6**)

[2 points]

(ii) cycle de pauvreté (paragraphe 6).

[2 points]

(b) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez comment un prix maximum pour l'essence aura un impact sur le marché de l'essence au Nigeria.

[4 points]

(c) À l'aide d'un diagramme approprié, expliquez comment la découverte de nouveaux gisements de pétrole peut affecter le niveau de production potentiel du Nigeria.

[4 points]

(d) D'après les informations du texte / les données et vos connaissances en économie, évaluez les conséquences de la dépendance au pétrole sur la croissance et le développement du Nigeria.

[8 points]